

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2026-04-17-00010

Arrêté préfectoral mettant en demeure la
société LIDL concernant les installations
exploitées à Ablis

ARRÊTÉ
préfectoral mettant en demeure la société LIDL
concernant les installations exploitées à Ablis (78660)
1 rue du Bois des Fauves

LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 512-19 ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 11 juin 2019 délivré à la société SEBAIL 78 pour un établissement exploité au 1 rue du Bois des Fauves à Ablis (78660) ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2021 imposant à la société SEBAIL 78 des prescriptions complémentaires pour les installations susvisées ;

VU l'arrêté 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision n°78-2026-02-16-00003 du 16 février 2026 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

VU le récépissé du 3 janvier 2022 donnant acte à la société LIDL, dont le siège social est situé au 72-92 avenue Robert Schuman à Rungis (94150) de sa déclaration de succession pour l'exploitation des installations susvisées ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 18 décembre 2025 faisant suite à la visite d'inspection réalisée le 18 novembre 2025 ;

VU le courrier en date du 27 janvier 2026 notifié le 30 janvier 2026 à l'exploitant, lui transmettant le projet d'arrêté de mise en demeure, pour observations éventuelles ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courriel du 13 février 2026 ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 18 novembre 2025, l'exploitant a indiqué ne pas détenir d'autorisation de raccordement STEP délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 4.3.6.1 de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2021 susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 18 novembre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que :

- l'exploitant stocke des produits dangereux dans des cellules où leur stockage n'est pas autorisé et n'a aucune mesure en place pour maîtriser l'emplacement de stockage de ces produits dangereux dans les zones autorisées ;
- aucun test en simultané des poteaux incendie n'a été réalisé depuis 2023 ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 8.8.3. de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2021 susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 18 novembre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que :

- certains produits sont stockés dans des cellules où leur stockage n'est pas autorisé ;
- l'emplacement de certains produits ne correspond pas aux données de l'état des stocks ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la société exploitante a été informée des mesures envisagées à son encontre, et qu'un délai raisonnable de 15 jours lui a été laissé afin qu'elle puisse présenter ses observations ;

CONSIDÉRANT que la société exploitante a fait part de ses observations dans le délai déterminé, par courriel du 13 février 2026 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a demandé un délai de trois mois au lieu du délai d'un mois mentionné dans le projet d'arrêté pour lui permettre de définir et mettre en œuvre une solution de stockage pérenne afin de se conformer aux prescriptions de l'article 8.8.3 de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2021 susvisé,

- en s'assurant que les conditions de stockage permises par le système d'extinction automatique installé (interdiction de certains produits, emplacements spécifiques à certains produits dangereux etc.) soient respectées dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- en respectant les zones de stockage de produits dangereux autorisées dans le dossier d'autorisation dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- en mettant en place des mesures organisationnelles pour s'assurer que les produits dangereux soient dirigés vers les zones autorisées et spécifiquement aménagées et que

le personnel sur site ait connaissance de ces zones dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté

CONSIDÉRANT cependant l'impact potentiel du non-respect de ces trois points sur la gravité et les conditions d'intervention des services de secours en cas d'incendie ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant peut mettre en place une organisation temporaire le temps de définir une solution de stockage pérenne ; que l'inspection a été réalisée le 18/11/2025 et que l'exploitant a eu du temps pour débiter les réflexions sur ces points critiques soulevés lors de l'inspection ; que l'exploitant n'a pas fourni de justification suffisante sur l'impossibilité de respecter ces points dans un délai d'un mois ;

CONSIDÉRANT qu'il n'est donc pas donné une suite favorable à la demande de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société LIDL de respecter les prescriptions des articles 4.3.6.1 et 8.8.3. de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2021 et du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société LIDL, dont le siège social est situé au 72-92 avenue Robert Schuman à Rungis (94150) est mise en demeure pour ses installations implantées au 1 rue du Bois des Faures à Ablis (78660) de respecter les prescriptions de l'article 4.3.6.1 de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2021 susvisé dans un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté en obtenant l'autorisation STEP délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif.

Article 2 : La société LIDL, dont le siège social est situé au 72-92 avenue Robert Schuman à Rungis (94150) est mise en demeure pour ses installations implantées au 1 rue du Bois des Faures à Ablis (78660) de respecter les prescriptions de l'article 8.8.3 de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2021 susvisé :

- en s'assurant que les conditions de stockage permises par le système d'extinction automatique installé (interdiction de certains produits, emplacements spécifiques à certains produits dangereux etc.) soient respectées dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- en respectant les zones de stockage de produits dangereux autorisées dans le dossier d'autorisation dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- en mettant en place des mesures organisationnelles pour s'assurer que les produits dangereux soient dirigés vers les zones autorisées et spécifiquement aménagées et que le personnel sur site ait connaissance de ces zones dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- en s'assurant que les poteaux incendie puissent délivrer un débit en simultané de 240 m³/h

et que les remarques de signalétique sur les procès-verbaux soient levées dans un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 : La société LIDL, dont le siège social est situé au 72-92 avenue Robert Schuman à Rungis (94150) est mise en demeure pour ses installations implantées au 1 rue du Bois des Faures à Ablis (78660) de respecter les prescriptions du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé dans un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- en s'assurant que les états des stocks existants soient fiables et permettent de connaître les quantités réelles stockées ;
- en effectuant un recalage périodique par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'exploitant doit fournir le résultat de ce recalage périodique pour l'année 2025 pour les deux logiciels d'états des stocks utilisés. Le cas échéant, l'exploitant doit réaliser un recalage pour les deux états des stocks utilisés dans un délai de **trois mois** et envoyer le résultat à l'inspection.

Article 4 : En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 à 3 dans les délais prévus à ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, des sanctions peuvent être arrêtées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 5 : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction (article L.171-11 du Code de l'environnement). Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyens sur le site internet <https://www.telerecours.fr/>.

Article 6 : Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pendant une durée minimale de deux mois.

Copie en est adressée :

- au secrétaire général de la Préfecture des Yvelines,
- au sous-préfet de Rambouillet,
- au maire de la commune d'Ablis,
- à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 17 avril 2026

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la Directrice et par subdélégation,
l'adjointe à la cheffe de l'unité départementale,
signé
Marielle MUGUERRA